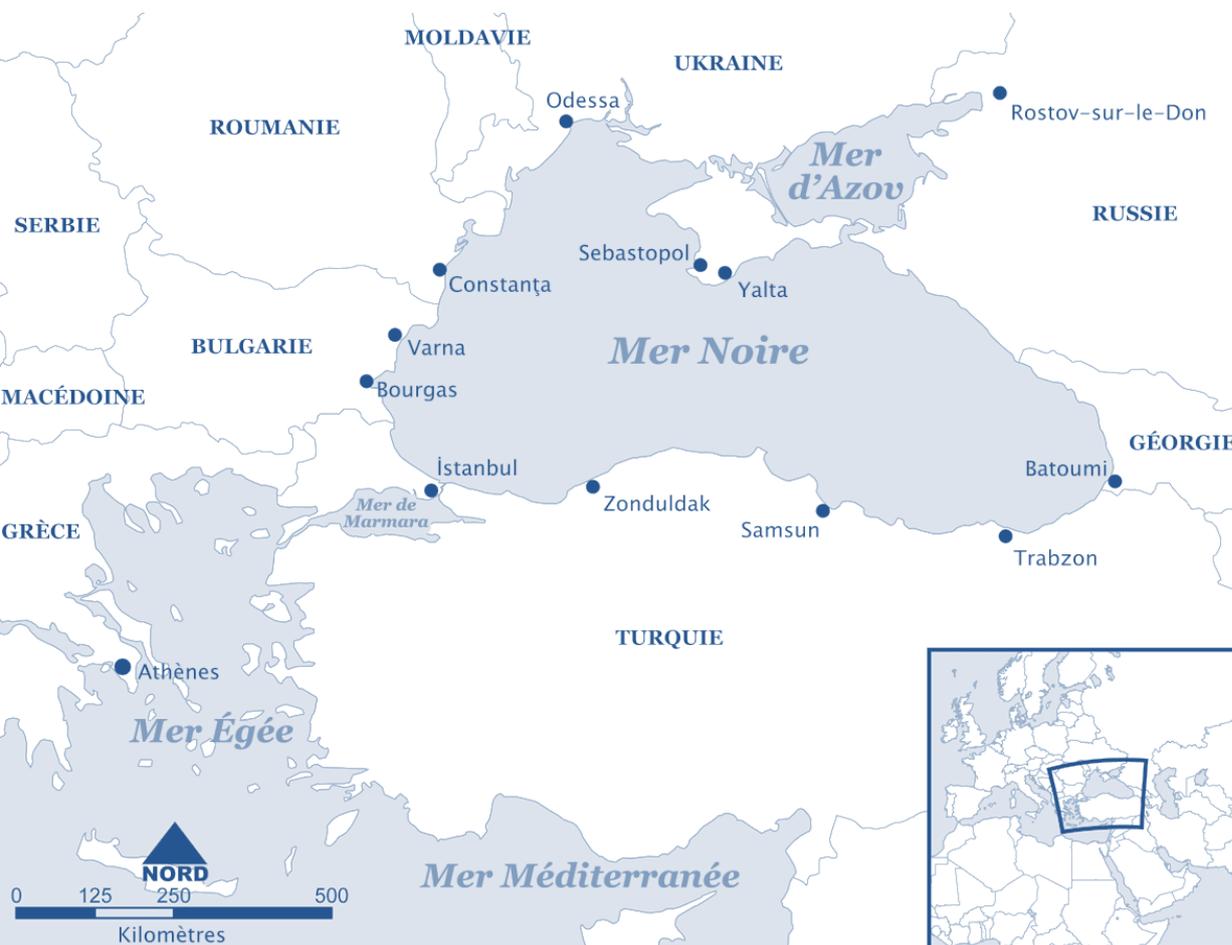




# Pourquoi l'Union européenne ne doit pas rater le coche en mer Noire ?



Centre  
d'études  
supérieures  
de la Marine

Claire SAIGNOL  
Anne-Lise GUILLET

Université Paris I Panthéon-Sorbonne  
31 janvier 2013



[cesm.etudes@marine.defense.gouv.fr](mailto:cesm.etudes@marine.defense.gouv.fr)

# Pourquoi l'Union européenne ne doit pas rater le coche en mer Noire ?

---

Claire SAIGNOL et Anne-Lise GUILLET

31/01/2013

*“For America, the greatest  
geopolitical prize is Eurasia....  
Thus, Eurasia is the chessboard  
hosting the fight for world supremacy. »* 1  
**Zbigniew Brzezinski**

Les troubles se multiplient sur la rive Sud de la Méditerranée, comme en témoigne la prise d’otages sur le site gazier d’in Amenas en Algérie, le 16 janvier 2013. L’Union européenne (UE) a intérêt à diminuer sa dépendance à ces zones de tensions, afin d’assurer sa sécurité énergétique. L’Algérie étant le troisième fournisseur de gaz naturel de l’UE, celle-ci doit donc adopter une stratégie de diversification de ses sources d’approvisionnement vers une mer qui fait pour l’instant moins de vagues que la Méditerranée : la mer Noire. D’ici 2030, plus de 80% de la consommation de gaz et 90% de la consommation de pétrole de l’UE seront assurées par les importations<sup>2</sup>, elle pourrait donc devenir l’un des enjeux stratégiques majeurs de l’UE. Forte de son bassin de plus de 200 millions d’habitants originaires de Bulgarie, Roumanie, Ukraine, Russie, Géorgie ou Turquie, la mer Noire représente un marché en expansion au potentiel de développement élevé. Cependant, cette plaque tournante des flux d’énergie et de transport est aussi une région de conflits «gelés» qui concentre de nombreux problèmes environnementaux et souffre de contrôles insuffisants aux frontières favorisant les migrations illégales et la criminalité organisée.

Les régions maritimes de l’UE (mer Baltique, du Nord, Méditerranée, Egée, Adriatique, Noire...) représentent environ 40% de son PIB et 40% de sa population<sup>3</sup>. De plus, le pourcentage de biens transportés par voie maritime dans le monde se situe autour de 90% (Organisation Maritime Internationale). L’avenir semble ainsi se dessiner sur l’eau. L’UE doit donc adopter une véritable stratégie maritime au sein de laquelle la mer Noire, nouvelle mer de l’UE depuis l’adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie en 2007, espace d’environ 430 000 km<sup>2</sup> au cœur d’un axe géopolitique et géoéconomique, lieu de transit du pétrole et du gaz naturel en provenance de l’Asie Centrale et du Moyen Orient, doit occuper une place centrale. La région de la mer Noire a vu s’opérer avec la fin de la guerre Froide un véritable changement de paradigme géopolitique : ancien maillon de la géopolitique linéaire est-ouest dans une logique d’affrontements de la Russie avec ses voisins, la région est devenue le cœur d’un espace ouvert et polycentrique par sa situation de carrefour entre le Moyen-Orient, l’UE, la Russie et la Turquie (alliée des Américains). « En mer Noire, les Européens ne peuvent se satisfaire de laisser entièrement à d’autres le soin de régler les conflits et les échanges économiques entre les pays riverains avec lesquels ils ont depuis longtemps de solides attaches culturelles et économiques. »<sup>4</sup> Le plus grand atout de l’UE, face à la Russie, réside dans son attachement à l’approche multilatérale, au soutien de la société civile, aux enjeux environnementaux ainsi qu’aux valeurs démocratiques.

---

<sup>1</sup> Zbigniew Brzezinski, In: VLAD L.B, HURDUZEU G., JOSAN A., *Geopolitical reconfigurations in the Black Sea Area at the beginning of the 21st Century*, Romanian Review on Political Geography Revista Română de Geografie Politică, 11th year, no.1 / Anul XI, nr. 1, 2009, p. 65-76

<sup>2</sup> COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, Communication de la Commission au Parlement européen, au conseil, au comité économique et social européen et au comité des régions, *Une politique maritime intégrée pour l’Europe*, Bruxelles, le 10.10.2007 COM(2007) 575 final

<sup>3</sup> Selon le *Livre bleu de la Commission sur une politique maritime intégrée* du 10 octobre 2007

<sup>4</sup> SCHOKEN HOFF Andreas, *Pour une politique régionale de l’UE autour de la mer Noire*, 2007, fondation pour l’innovation politique

La mer Noire, bien que minée de problèmes divers, demeure une région riche d'opportunités pour l'UE qui jusqu'à présent axait sa politique en mer Noire sur une offre de supports pour « *les résoudre en développant la coopération transnationale autour du bassin maritime.* »<sup>5</sup> L'UE entend ainsi se poser comme facteur stabilisateur. Mais qu'en est-il vraiment de son influence sur cette région ?

## LA MER NOIRE, FUTUR CREUSET ÉNERGÉTIQUE DE L'UE ?

*La mer Noire est un pivot géostratégique majeur depuis l'Antiquité. L'UE, riveraine de cette mer depuis 2007, doit profiter de son intérêt géopolitique, qui s'apparente au « heartland » de Mackinder<sup>6</sup>. Par sa situation, elle attire les convoitises et les rivalités. Ce n'est qu'au XVIIIe siècle que la Russie se tourne vers cette « mer chaude », qui ne gèle pas l'hiver, atout majeur. Sous Catherine II et Pierre le Grand, l'empire russe obtient le contrôle des zones septentrionales dont le port militaire de Sébastopol et le port commercial d'Odessa. Zone tampon durant la guerre froide, la mer Noire voit sa donne géopolitique changer, devenant une interface active entre l'Europe et l'Asie, avec la chute de l'URSS en 1991 et les indépendances : Ukraine, Moldavie, Géorgie ainsi que la Roumanie et Bulgarie qui, elles, intègrent l'OTAN en 2004, puis l'UE en 2007.<sup>7</sup> Si l'UE veut s'imposer comme un protagoniste majeur de la mer Noire, elle devra surtout composer avec la Russie.*

### La diversification énergétique: coeur de la stratégie européenne en mer Noire

#### Une demande croissante en ressource énergétique de la part de l'UE : le challenge de la sécurité énergétique

L'UE voit ses besoins en pétrole augmenter et devra importer à hauteur de 70% de ses besoins en pétrole et en gaz d'ici 2030 contre 50% à l'heure actuelle. En outre, alors qu'aujourd'hui 25% de ses importations proviennent de Russie, ce chiffre pourrait atteindre les 40% en 2030. La mer Noire paraît une option pertinente de diversification des approvisionnements qui comporte cependant des risques au niveau de la sécurité énergétique, puisque la voie d'acheminement depuis la mer Caspienne et à travers la mer Noire, traverse des zones de conflits « gelés », et d'instabilité dans les montagnes du Caucase par exemple. Le sabotage, par le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) du BTC (Bakou-Tbilissi-Ceyhan) en août 2008 qui avait entraîné la fermeture de ce conduit, en est un bon exemple. L'UE doit donc développer son influence politique et ses compétences pour aider la région à résoudre ce genre de conflit afin d'assurer sa sécurité énergétique. Ces enjeux sécuritaires entraînent une militarisation de la mer Noire pour garantir la sûreté des tubes.

---

<sup>5</sup> Drevet Jean-François, « *Confrontation ou coopération dans le bassin de la mer Noire ?* », Confluences Méditerranée, 2010/3 N° 74, p. 119-132. DOI : 10.3917/come.074.0119

<sup>6</sup> MUSTAFA Aydin, *Europe's new region: the Black Sea in the wider Europe neighbourhood*, Southeast European and Black Sea Studies Vol. 5, 2005, pp.257-283.

<sup>7</sup> Comme l'explique le contre-amiral Jean Dufourcq: Compte-rendu du colloque sur la mer Noire, 2008

## La « guerre froide » des tubes entre Russie et UE.

Si l'UE entend tirer parti en mer Noire de son influence et de sa situation de riveraine, elle va devoir rivaliser avec la Russie, qui considère la zone comme son pré-carré. Pour ce faire, elle doit soutenir de nouvelles infrastructures comme l'oléoduc pan-européen (PEOP) qui permettrait de relier Constanta et Trieste, et d'éviter le Bosphore, pour ensuite le connecter à l'oléoduc transalpin. Ce projet a été proposé en 2002 et sa capacité serait de 1.2 à 1.8 millions de barils par jour. Il permettrait d'améliorer « l'indépendance » de l'UE<sup>8</sup>. L'UE doit développer plusieurs pôles afin de permettre la constitution d'un véritable réseau européen intégré. Pour limiter le monopole russe dans le transport énergétique de la région eurasiennne, le transport à travers le Caucase, privilégié par un nombre croissant d'Etats et d'organisations, s'est considérablement accru, donnant à la Turquie, un rôle essentiel de « pont énergétique entre Orient et Occident ».<sup>9</sup>

<b>Pipelines « russes »</b>	Bourgas-Alexandroupolis	South Stream	Blue Stream	CPC Caspian Pipeline Consortium
<b>Pipelines « euro-atlantiques »</b>	BTC Bakou-Tbilissi-Ceyhan	BTE Bakou-Tbilissi-Erzurum	Nabucco	PEOP

Comme le montre le tableau ci-dessus, les rivalités entre la Russie et l'UE notamment au niveau de la construction des oléoducs sont très importantes. On voit d'ailleurs que l'UE ne parle pas d'une seule voix à ce niveau, puisque le South Stream par exemple, est un gazoduc russo-italien, qui pourtant nuit à l'indépendance souhaitée par l'UE. Le Nabucco, partant de l'Azerbaïdjan et allant jusqu'en Hongrie en évitant la Russie, est au cœur de la stratégie européenne de diversification des approvisionnements. En outre, des pays d'Asie Centrale ont d'ores et déjà émis le désir de s'y raccorder. Alors que la Russie souhaite garder son influence sur la région, qui, jusqu'en 1991, était sous sa domination, l'UE souhaite développer une nouvelle route du pétrole, passant par ses pays alliés, tels que la Turquie, ou encore par les pays hostiles à la Russie, à savoir la Géorgie. L'UE a l'opportunité, en s'impliquant davantage en mer Noire, de réduire sa dépendance au gaz importé de Russie qui, s'il ne représente que 18% de la consommation des pays de l'UE des quinze, représente 60% de celle-ci pour les nouveaux Etats membres.<sup>10</sup> Jusqu'à la création du BTC, en 2006, la Russie exerçait ainsi un quasi-monopole sur l'évacuation du pétrole de la mer Caspienne. Bruxelles a développé le projet d'un oléoduc européen qui relierait Constantza à Trieste et serait connecté directement aux oléoducs transalpins, option qui, selon A. Piebalgs, commissaire européen au développement, permettrait de réduire considérablement les risques d'accidents dans le Bosphore, en mer Noire, en mer Egée et en mer Adriatique. Cependant, la Russie a également montré sa volonté de rivaliser avec l'UE dans le domaine de la protection de l'environnement avec son projet de construction d'un oléoduc allant de Burgas à Alexandroupolis.<sup>11</sup>

<sup>9</sup> JORDAN-CONSTANTINESCU Nicolae, *Geopolitics of Energy in the Black Sea Context*, Paneuropa

<sup>10</sup> Infrastructures énergétiques, Commission européenne  
[http://ec.europa.eu/energy/energy2020/infrastructure/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/energy/energy2020/infrastructure/index_fr.htm)

<sup>11</sup> MICHAULT Marine, *L'or noir en mer Noire : un nouveau Grand Jeu ?*, 4 Mai 2008



Carte : Des projets concurrents, Philippe Rekacewicz.<sup>12</sup>

## Un attrait majeur pour l'ouverture au corridor eurasiatique et à la mer Caspienne :

L'un des attraits de la mer Noire est sa situation de carrefour, de voie de transit des hydrocarbures de la mer Caspienne.<sup>13</sup> Etant riveraine de la mer Noire, l'UE doit donc s'y investir pour profiter de l'ouverture sur la mer Caspienne. Celle-ci ouvre un corridor eurasiatique réduisant la dépendance aux ressources russes, mais aussi à celles du Moyen-Orient, et un couloir énergétique constitué de l'oléoduc BTC et du gazoduc BTE. La mer Caspienne représente une modeste source énergétique au niveau mondial (3 à 4% des réserves en pétrole et 4 à 6% des réserves en gaz) mais un soutien de poids pour la diversification des sources énergétiques de l'UE.<sup>14</sup>

<sup>12</sup> KANDIVOTI Rafael, *Gazoducs : la Russie à l'assaut du Sud européen*, Blog Monde Diplomatique, 19/01/2011

<sup>13</sup> DREVET Jean-François, « Confrontation ou coopération dans le bassin de la mer noire ? », *Confluences Méditerranée*, 2010/3 N° 74, p. 119-132. DOI : 10.3917/come.074.0119

<sup>14</sup> Dans une résolution d'avril 2003, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe soulignait en cela : « la région de la mer Caspienne occupe une place de plus en plus centrale pour la sécurité énergétique et la prospérité européennes ».

## L'UE (dans le domaine énergétique), une puissance normative crédible ?

L'objectif de l'UE est de diffuser les normes européennes en terme d'énergie, ainsi que de soutenir les projets pour une plus grande efficacité énergétique. INOGATE est l'un des programmes qui permet le mieux à l'UE d'étendre son influence normative, ainsi que d'harmoniser les standards en matière d'électricité en mer Noire. L'objectif premier de ce programme était de promouvoir l'investissement européen en mer Caspienne et en Asie Centrale, en échange de leur coopération énergétique avec les Etats membres de l'UE.<sup>15</sup> De même, la Conférence européenne des Ministres des transports, en 1997, a fait de la mer Noire l'une des quatre régions de transport Paneuropéen. Les initiatives menées dans les domaines du transport avec la TRACECA, et de l'énergie, avec INOGATE, seront un atout pour le développement d'une coopération plus étroite des pays d'Asie Centrale et de la mer Noire au niveau des projets que va mener à bien l'UE à travers son nouveau programme : la Synergie mer Noire. Nombre de programmes apparaissent pour le moins similaires et l'on ne peut qu'espérer que l'UE, à travers la Synergie de la mer Noire, réussisse enfin à unifier les politiques dans le domaine énergétique, au lieu d'accumuler les programmes et organisations qui se superposent et nuisent à leur efficacité.

## LA MER NOIRE, UNE ZONE CONVOITÉE EN DANGER

### L'environnement, le point fort de l'UE ?

#### Des détroits saturés

La mer Noire est un carrefour où se croisent l'Europe, l'Asie et la Russie. Reliée à la Méditerranée par les détroits turcs du Bosphore et des Dardanelles, elle accueille de nombreux fleuves qui viennent s'y jeter tels que le Danube, le Don ou encore le Dniepr, ce qui en fait une véritable interface active. Cette situation menace son environnement. La mer Noire est en fait une mer quasi-enclavée : au point le plus étroit, les détroits ont une largeur de moins d'un kilomètre. Or, avec plus de 50 000 navires par an, dont 5 500 pétroliers<sup>16</sup>, le trafic a été de plus en plus intense ces dernières années. Ainsi, afin d'améliorer la navigation et d'éviter une trop forte pollution des eaux, la Turquie a réglementé le trafic en 1994 et en 1998, interdisant les super tankers au-delà de 150 000 tonnes, et mettant en place de nouveaux systèmes de radars afin d'éviter marées noires et accidents. La situation environnementale est donc très préoccupante, alors que de 1996 à 2005, le tonnage des matières dangereuses passant par le Bosphore, est passé de 60Mt à 143 Mt. Les accidents sont fréquents avec 29 accidents pour 82 000 passages en 2001 et près de deux fois plus en 2005 avec 62 pour 103 000 passages. En 2007, le Volganef-139, un pétrolier de l'ère soviétique, s'était ainsi brisé en deux dans le détroit de Kertch en Ukraine, et avait entraîné le déversement d'au moins 2 000 des

---

<sup>16</sup> DREVET Jean-François, « Confrontation ou coopération dans le bassin de la mer noire ? », Confluences Méditerranée, 2010/3 N° 74, p. 119-132. DOI : 10.3917/come.074.0119

4 800 tonnes de fioul de ce pétrolier, provoquant la mort de 15 000 oiseaux. La pollution en mer Noire affecte notamment les deux millions de pêcheurs de la région, ainsi que le tourisme qui représente 40 millions de visiteurs.<sup>17</sup>

### **Les initiatives de l'UE : l'extension de son influence normative**

Face à cette menace, les Etats ont des positions encore trop divergentes et le contrôle des transporteurs demeure insuffisant. Seule l'UE semble pouvoir, en imposant sa puissance normative, fédérer ces positions autour de la protection de l'environnement. Alors que l'Organisation de Coopération de la mer noire (OCEMN) est peu efficace dans le domaine de la protection de l'environnement, l'UE a réussi à imposer certaines normes, et entend faire respecter le droit communautaire au niveau de la protection des ressources halieutiques et de la biodiversité marine, ainsi qu'au niveau des standards de sécurité des tankers qui passent par les détroits turcs. L'environnement de la mer Noire est une responsabilité élargie de l'UE et concerne donc directement sa politique de voisinage. À cela s'ajoute que la mer Egée et la mer Méditerranée, mers européennes et hauts lieux de tourisme souffrent de la dégradation de l'environnement en mer Noire. L'UE se doit donc de coordonner et superviser les efforts des pays riverains. L'environnement est l'un des domaines dans lequel l'UE a le plus étendu ses compétences. La nature transnationale des problèmes environnementaux lui permet en effet d'intervenir, de prendre des initiatives saisissant ainsi l'opportunité d'étendre son influence et de montrer sa puissance normative.

<b>Les Initiatives européennes</b>
<b>Programme Environnemental de la mer Noire</b> , lancé en Juin 1993
<b>Commission européenne du travail de la Commission de la mer Noire</b> créée en 1995 (mais inactive jusqu'à 2000)
<b>Commission européenne du "Danube - Black Sea Task Force"</b> établie en 2001
<b>IASON</b> (International Conference on the Sustainable Development of the Mediterranean and Black Sea Environment, 2003

## **La mer Noire, une zone d'instabilité aux frontières de l'UE**

### **Des trafics aux portes de l'UE**

L'espace Schengen a déplacé les zones de corruption aux frontières de l'UE. Les Etats riverains voient se densifier les trafics, et deviennent même un terreau de l'Islam radical, notamment au Nord du Caucase.<sup>18</sup> La Roumanie et la Bulgarie ont ainsi vu leur adhésion à l'espace Schengen reportée en raison d'une trop forte corruption et d'une prégnance du crime organisé, dont leurs exportations d'armes vers la Libye et les talibans sont la preuve.<sup>19</sup> En sens inverse, la mer Noire est la porte

<sup>17</sup> Ibid.

<sup>18</sup> MUSTAFA Aydin, *Europe's new region: the Black Sea in the wider Europe neighbourhood*, Southeast European and Black Sea Studies Vol. 5, 2005, pp.257-283.

<sup>19</sup> COUSTEAU Patrick, *Le Mondialisme en marche, mafieux bulgares et roumains à l'assaut de l'Europe*, mars 2009.

d'entrée de la drogue et l'un des lieux les plus importants de saisie d'héroïne (facilement acheminée par les zones mal contrôlées de territoires instables tels que le Kurdistan et le Haut Karabakh<sup>20</sup>) venant de Turquie, véritable plaque tournante de l'héroïne du Pakistan et de l'Afghanistan et à destination des consommateurs européens. L'espace souffre de la corruption des polices, des douaniers et voit se développer l'activité des passeurs d'armes ainsi que les trafics humains et de stupéfiants, par des moyens diversifiés allant des zodiacs aux conteneurs.<sup>21</sup> La coopération, supervisée par l'UE est donc nécessaire, en témoigne l'établissement en 1999 du Centre Régional pour la Lutte contre le Crime Transfrontalier.

### **Les programmes de l'UE pour lutter contre les trafics**

Dans le cadre du programme pour la région orientale de l'instrument de voisinage et de partenariat européen pour 2007-2013, l'UE affirme sa volonté : selon Europol, les arrestations de criminels bulgares et roumains ont augmenté de 40 % depuis l'entrée de leurs pays dans l'Union européenne. Pour autant le trafic d'êtres humains prospère : mendicité organisée, trafic d'organes, d'enfants, prostitution, industrie pornographique.<sup>22</sup> Les circuits de prostitutions bulgares représentent de 3.6 à 7.2% du PIB Bulgare !<sup>23</sup> Les ports prospères et industriels de Constanta et Varna en 2008 ont été le théâtre de démantèlement de réseaux de prostitution en particulier. L'Union européenne a intérêt à agir en mer Noire et à s'y investir davantage. Elle a les qualités pour devenir un acteur de l'apaisement des conflits, de l'amélioration de l'environnement. Elle a les capacités de jouer le rôle de coordinateur afin de défendre ses intérêts et d'étendre sa zone d'influence.<sup>24</sup>

L'UE a donc intérêt à agir pour la résolution des conflits qui minent la région et se montre préoccupée par l'importance des flots de réfugiés et par le nombre de demandeurs d'asile du nord de la mer Noire, qui n'a cessé d'augmenter depuis 1999.<sup>25</sup> L'UE avait, dans un premier temps, souhaité rester à l'écart de ces conflits. Cependant, leurs conséquences plus ou moins directes sur l'UE l'ont décidée à s'impliquer. Elle a ainsi insisté pour que la Turquie rouvre sa frontière avec l'Arménie, ce qui a été un échec, de même que l'intervention russe en Géorgie, de 2008, qui a montré le trop faible poids politique de l'Europe en mer Noire.<sup>26</sup>

---

<sup>20</sup> Documentation française, *La mer Caspienne, enjeux pétroliers, une mer enclavée, géostratégie et transport*, 03/08/2005.

<sup>21</sup> ANTOINE Jean Charles, *Le trafic d'armes légères en Europe de l'Est : les origines 1/3, l'expansion mondiale 2/3*, 15/01/2012

<sup>22</sup> COUSTEAU Patrick, *Le Mondialisme en marche, mafieux bulgares et roumains à l'assaut de l'Europe*, mars 2009.

<sup>23</sup> Ibid.

<sup>24</sup> DREVET Jean-François, « *Confrontation ou coopération dans le bassin de la mer noire ?* », *Confluences Méditerranée*, 2010/3 N° 74, p. 119-132. DOI : 10.3917/come.074.0119

<sup>25</sup> MUSTAFA Aydin, *Europe's new region: the Black Sea in the wider Europe neighbourhood*, *Southeast European and Black Sea Studies* Vol. 5, 2005, pp.257-283.

<sup>26</sup> DREVET Jean-François, « *Confrontation ou coopération dans le bassin de la mer noire ?* », *Confluences Méditerranée*, 2010/3 N° 74, p. 119-132. DOI : 10.3917/come.074.0119

# DE LA NÉCESSITÉ D'UNE STRATÉGIE EUROPÉENNE GLOBALE EN MER NOIRE, une politique européenne en construction, quel avenir pour les relations UE-mer Noire ?

## Entre voisinage et intégration, une région en proie à l'indécision idéologique

### L'UE, un pôle d'attraction pour les pays riverains de la mer Noire?

S'appuyant sur la nécessité de diversifier l'offre énergétique, de combattre efficacement le crime organisé (transits de stupéfiants, armes et êtres humains) et le terrorisme ainsi que de faire valoir l'europanisation normative dans le domaine de l'environnement, les diplomates allemands plaçaient, dès 2007, comme une priorité de l'UE de faire évoluer la politique de voisinage en mer Noire. Cependant, pourquoi l'Union européenne aurait-elle la légitimité de faire prévaloir ses dispositifs face aux autres modèles ?<sup>27</sup> La coopération s'impose, mais les pays riverains ne sont pas prêts à la développer. Le poids du passé les entraîne encore trop souvent dans des logiques de puissance ou d'isolement. Nouvelle venue dans la région, l'Union européenne parviendra-t-elle à développer des « synergies », en dépit de la faiblesse de ses moyens institutionnels et budgétaires ? La politique de voisinage paraissait insuffisante à relever les multiples défis mais aussi à saisir les opportunités que représente la mer Noire pour l'UE. Pourtant l'UE, partenaire stratégique de la Russie, resterait un pôle d'attraction pour la plupart des pays riverains de la mer Noire et apparaîtrait comme la seule entité capable d'insuffler un véritable dynamisme.<sup>28</sup> Il est significatif de voir en ce sens la méfiance de la Roumanie à l'égard de l'Organisation de Coopération Economique de la mer Noire, notamment concernant le poids de la Russie dans cette institution.

### Quel but et quel moyen pour les politiques européennes ?

Le relatif échec des politiques régionales et particulièrement des politiques européennes en mer Noire est imputable à deux phénomènes intrinsèquement liés. Le premier réside dans l'incertitude concernant l'avenir des pays riverains voire de la région quant à l'UE, c'est-à-dire quant à leur adhésion à l'Union, le second dans la diversité des relations qui crée des confusions dans les objectifs poursuivis par chacun (UE, pays, zone). Ce deuxième phénomène rend difficile l'élaboration d'une stratégie globale qui dépasserait les accords bilatéraux et les politiques structurelles pour saisir une dynamique d'ensemble de la région afin d'aboutir à terme soit à une Grande Europe soit à un ensemble distinct mais entretenant avec l'UE des relations privilégiées dites d'inter-régionalisme. Ce système est encore difficilement envisageable, mais A. Schocken Hoff et A. Mustafa le disent

---

<sup>27</sup> Lors du colloque « Géopolitique de la mer Noire : enjeux et perspectives », qui s'est tenu en 2008 à l'Ambassade de Roumanie en France, Jacques Barrat, professeur à l'université Panthéon-Assas Paris II et diplomate rappelle la définition gaullienne d'une Europe qui irait « de l'Atlantique à l'Oural »

<sup>28</sup> SCHOKEN HOFF Andreas, *Pour une politique régionale de l'UE autour de la mer Noire*, 2007, fondation pour l'innovation politique

souhaitable, autant pour les pays de la région que pour l'UE. Voyons quels sont les blocages à l'instauration d'un tel système.

Au delà du choix idéologique quant à la forme idéale de la politique européenne en direction de la région de la mer Noire, se pose la question de l'organisation de cette politique, entre vision globale et plans d'action sectoriels. Historiquement, les relations s'articulent entre coopérations bilatérales dont naissent des coopérations sectorielles, parfois envisagées à l'échelle régionale mais encore trop peu dans une vision globalisante. Trop longtemps, les politiques communautaires ont évolué séparément (transports maritimes, la pêche, l'énergie, la surveillance et le contrôle des mers, le tourisme, le milieu marin et la recherche marine), engendrant parfois des défaillances, des incohérences et des conflits d'utilisation.<sup>29</sup> Face à cela, certains préconisent une approche régionale pragmatique s'appuyant sur des projets communs d'intérêt général, et un conseil de la Mer Noire, au lieu de cas par cas juridiques<sup>30</sup> (partenariat stratégique-Russie, plan de voisinage-Ukraine, union douanière et stratégie de préadhésion-Turquie<sup>31</sup>...).

### **La Synergie de la mer Noire**

La nouvelle politique européenne est la Synergie de la mer Noire. Si le terme « synergie » nous semble particulièrement adapté à la situation en mer Noire, où il s'agit bien de faire se rencontrer les forces en présence et de concentrer les énergies émises par les institutions et les politiques déjà mises en place, la Synergie de la mer Noire ne concrétise pas cette ambition et peine à trouver une dynamique créant une dimension globale forte de la région. Visant la coopération tant à l'intérieur de la région qu'entre celle-ci, dans son ensemble, et l'Union européenne, la Synergie de la mer Noire pourrait traiter des aspects tels que la gouvernance et la faiblesse du développement économique, ainsi que le manque de cohésion sociale, de sécurité et de stabilité. En somme, la Synergie de la mer Noire constitue une avancée, et non une révolution, car elle n'a pas entraîné une véritable prise de conscience que l'UE ne doit pas rater le coche en mer Noire.

Il est tout à fait légitime de s'interroger sur la pertinence du modèle politique choisi. L'espace jouxtant la mer Noire est en effet le théâtre où rivalisent d'influence une Union qui demeure attractive et une Russie qui aurait une influence déstabilisatrice, que ce soit sur les conflits " gelés"<sup>32</sup> ou dans le domaine énergétique.

## **Rivaux et partenaires : attention à ne pas se tromper de paradigme**

### **La Russie : faire de la rivalité un gage pour le futur de la région**

La Russie possède trois principaux accès à la mer Noire : Rostov, Novorossisk et Sébastopol. Ce port militaire, dont le bail, renouvelé en 2010 s'étend maintenant jusqu'en 2042, a soulevé les passions, entraînant des affrontements entre pro-européens et pro-russes. La négociation s'est faite

---

<sup>29</sup> COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, Communication de la Commission au Parlement européen, au conseil, au comité économique et social européen et au comité des régions, *Une politique maritime intégrée pour l'Europe*, Bruxelles, le 10.10.2007 COM(2007) 575 final

<sup>30</sup> SCHOKEN HOFF Andreas, *Pour une politique régionale de l'UE autour de la mer Noire*, 2007, fondation pour l'innovation politique

<sup>31</sup> Cf tableau des organisations (annexes)

<sup>32</sup> SCHOKEN HOFF Andreas, *Pour une politique régionale de l'UE autour de la mer Noire*, 2007, fondation pour l'innovation politique

en échange d'un rabais sur la facture énergétique de l'Ukraine, dépendante à 80% du gaz russe, signant le cessez-le-feu de la guerre du gaz qui opposait les deux voisins depuis plusieurs années. Le port de Sébastopol avait en outre permis en 2008 à la marine de guerre russe d'intervenir dans le conflit avec la Géorgie en République autoproclamée d'Ossétie du Sud. Symbole d'une certaine influence russe face au soft power européen, rappelons que l'influence russe est palpable dans le soutien aux minorités russes vivant dans les pays riverains de la mer Noire. La prégnance de la communauté russe de Sébastopol en est l'illustration.

Au niveau institutionnel, la Roumanie s'est faite l'une des porte-parole des Etats las de l'emprise russe et désillusionnés par l'OCEMN. La Roumanie a ainsi montré sa détermination à promouvoir l'intégration régionale, au-delà du cadre de l'OCEMN, en lançant le Forum de la mer Noire pour le Dialogue et le Partenariat, sorte d'« ombrelle politique » à l'égard de la Russie. L'option de l'« ombrelle politique », d'établissement d'un nouveau cadre coordonnant toutes les initiatives coopératives spécialisées, a été dominante pendant la période 2005-2006, car les acteurs se sont méfiés de l'effort de la Russie pour maximaliser le monopole de Gazprom et de son effort pour contenir la promotion de la démocratie dans la région, initiée par les révolutions de couleur. La deuxième option, que la Russie et la Turquie soutenaient, était l'intensification de la coopération entre l'UE et l'OCEMN. En 2007, l'UE devenue observatrice à l'OCEMN, la Synergie de la mer Noire a dû concilier ces deux approches, ce qui risquera à terme d'entraîner des contradictions et d'empêcher des initiatives concrètes.

Pourtant si les divergences entre UE et Russie semblent majeures, le partenariat stratégique établi en 2008 vient rappeler que l'UE aurait tort de considérer la puissance russe seulement comme une ennemie. Il faut se détacher de la vision d'un « jeu à somme nulle » selon laquelle tout gain d'influence russe serait négatif pour l'UE et vice-versa. De plus, cette vision centrée sur les intérêts européens autour de la mer Noire ne laisse place à la prise en compte d'autres solidarités régionales et des liens entre la Russie et l'Asie centrale. L'accord passé en 2007 entre Moscou et les producteurs d'hydrocarbures centrasiatiques (Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan), qui permet à la Russie de rester la seule voie viable d'exportation du gaz centrasiatique et prive le conduit Nabucco des ressources centrasiatiques, a mis en lumière le prix à payer pour le cloisonnement des politiques européennes.<sup>33</sup> Acteur fondamental pour la stabilité régionale, la Russie ne peut être isolée ou évitée, que ce soit pour l'approvisionnement énergétique ou la résolution des « conflits gelés » ; toute tentative en ce sens ne pourrait conduire qu'à une radicalisation de ses positions. Il reste à trouver la façon de l'associer, et sur ce plan, l'expérience de la dimension septentrionale en mer Baltique qui a servi de modèle pour l'établissement d'une politique dynamique en mer Noire est décevante.<sup>34</sup>

### **La mer Noire : un cas pratique de la concurrence militaire UE/États-Unis.**

Si les Européens doivent composer de manière pragmatique avec la Russie, ils ne doivent pas oublier l'autre puissance omniprésente en mer Noire grâce à ses alliés : les Etats-Unis. Au-delà des problématiques énergétiques, les Etats-Unis entendent, en mer Noire, assurer leur relation privilégiée avec la Turquie, membre de l'Alliance Atlantique et rendre possible la réalisation d'un

---

<sup>33</sup> SCHOKEN HOFF Andreas, *Pour une politique régionale de l'UE autour de la mer Noire*, 2007, fondation pour l'innovation politique

<sup>34</sup> Ibid.

cordons sanitaires autour de l'Iran.<sup>35</sup> La Turquie semble, en effet, s'imposer comme puissance maritime de la mer Noire puisqu'elle dispose pour sa marine de 55 000 hommes, 14 sous-marins, 25 frégates et est en outre membre de l'OTAN. La mer Noire peut s'avérer être une plateforme essentielle pour la reconstruction et la stabilisation militaires des opérations en Afghanistan, en Irak, voire un jour, en Iran. L'OTAN a ainsi bien saisi son caractère stratégique, comme en témoigne le sommet d'Istanbul qui a eu lieu en juin 2004, au cours duquel l'OTAN s'est fixé comme objectif de « travailler [...] pour renforcer la stabilité de cet espace ». <sup>36</sup>

Au sein de la stratégie euro-atlantique s'opposent deux courants. Robert Hatto défend l'idée du « NATO first », soutenant que les pays riverains de la mer Noire ont besoin du parapluie sécuritaire de l'OTAN, que l'Europe paraît trop molle à l'égard de la mer Noire, de la Russie et du règlement des « conflits gelés », et soulève l'épuisement de la logique d'élargissement de l'Europe. Pour Odette Tomescu, l'UE est considérée comme la meilleure solution de première adhésion. Cette conception était également défendue par Javier Solana, Haut Représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) de l'Union européenne entre 1999 et 2009.<sup>37</sup> La stratégie géopolitique allemande en direction de la Russie et de la Chine pourrait aller à l'encontre de la vision « euro-atlantiste » présentée trop souvent comme une évidence.<sup>38</sup> Cela entraînerait un regain de tensions entre les pays européens et leur allié américain, voire entre les pays européens eux-mêmes.

## CONCLUSION

**« L'importance stratégique de la mer Noire, lieu de passage du gaz et du pétrole de la mer Caspienne et moyen d'accès à la Méditerranée par les détroits du Bosphore et des Dardanelles, n'est plus à démontrer. »** <sup>39</sup>

La proposition par la Commission européenne en avril 2007, au lendemain des adhésions bulgare et roumaine, de la « Synergie de la mer Noire » constitue une étape primordiale vers l'élaboration d'une vraie politique de dimension régionale européenne pour la mer Noire, qui s'est longtemps faite attendre en raison de problèmes géopolitiques et structurels. L'UE avait déjà une assez large tradition de promotion de la coopération multilatérale dans la région de la mer Noire, mais suivait plutôt une logique de politiques sectorielles et non globale. La coopération thématique dans les domaines de l'énergie, des transports, de l'environnement, du développement rural, de la société d'information, de la recherche, de la santé publique, des services financiers, de la gestion des frontières, de la lutte contre le trafic et le crime

---

<sup>35</sup> DREVET Jean-François, « Confrontation ou coopération dans le bassin de la mer noire ? », Confluences Méditerranée, 2010/3 N° 74, p. 119-132. DOI : 10.3917/come.074.0119

<sup>36</sup> Par Laure DELCOUR, Directrice de recherche à l'IRIS n°23, 20 juin 2008 ACTUALITÉS EUROPÉENNES, Union européenne, voisinage oriental et coopération régionale : quel impact pour la Synergie de la mer Noire

<sup>37</sup> Compte rendu du Colloque sur la mer Noire, « Géopolitique de la mer Noire : enjeux et perspectives », juin 2008.

<sup>38</sup> Ronald D. Asmus, Bruce P. Jackson, The Black Sea and the Frontiers of Freedom, in Policy Review, No.125, June-July 2004, p.17-26.

<sup>39</sup> Comme le souligne Thomas Ferenczi, *Voyage autour de la mer Noire*, T.Ferenczi, Le Monde, 5 janvier 2007, <http://www.nouvelle-europe.eu/node/475>

organisé, des migrations, ainsi que des affaires maritimes constitue le noyau de l'engagement européen dans la région de la mer Noire.

Par ailleurs, les Etats jouent eux-mêmes de l'indécision idéologique de l'Union européenne. La Turquie, courroucée par les débats quant à son adhésion à l'UE et par le fait que l'UE abrite une diaspora kurde militante, semble vouloir s'affirmer comme une puissance à part entière et ne plus vouloir rester une simple périphérie de l'UE ou un satellite américain. Étant dépendante à 65% du gaz russe mais profitant de l'ensemble des initiatives mises en place, la Turquie est gênante pour les Etats-Unis et l'Europe et pourrait par ailleurs se trouver excédentaire en gaz et donc en position de négocier son entrée dans l'UE en échange de la revente à l'UE de son excédent. La Turquie est aujourd'hui le pays le plus important de la région de la mer Noire : "en 2010, un baril de pétrole sur seize dans le monde passera par la Turquie, 75 % des réserves mondiales de gaz et de pétrole étant dans ses pays voisins<sup>40</sup>". L'UE a donc intérêt à se rapprocher de la Turquie et à développer une politique en mer Noire<sup>41</sup>.

De même, l'adoption de la Synergie de la mer Noire lors de la conférence ministérielle à Kiev en février 2008 a révélé certaines particularités de la coopération régionale dans la mer Noire, liées à la délicate relation euro-russe, qu'il ne semble pas facile de surmonter.

L'Union européenne doit prendre en compte le fait que le régionalisme en mer Noire ne se créera pas sans la Turquie et la Russie. L'analyse des approches de l'UE vers une politique de régionalisme et d'inter-régionalisme de la mer Noire ou de ses efforts pour l'intégrer de la façon la plus efficace possible à la structure européenne montre qu'il s'agit d'un processus en marche, en constante évolution sous l'influence des évènements intra-européens et régionaux de ces dernières années.

---

<sup>40</sup> comme le dit le patron de Çalik, cité dans :<http://www.greliermichel.eu/archives/textes/Livre/07a%20gazoducs.htm>

<sup>41</sup> Documentation française, *La mer Caspienne, enjeux pétroliers, une mer enclavée, géostratégie et transport*, 03/08/2005.

**INOGATE**  
**(Interstate oil and gas transport to Europe)**  
**1995**



Coopération politique en matière d'énergie entre UE et Etats riverains mer Noire et Caspienne  
 Financé par EuropAid via Instrument européen de voisinage et de partenariat depuis 2007  
 → 51 millions d'euros en 2009

PAYS	OBJECTIFS
Kazakhstan Kirghizstan	1. <b>Unifier</b> les marchés de l'énergie en s'appuyant sur les principes du marché interne de l'énergie de l'UE.
Ouzbékistan Tadjikistan Turkménistan	2. <b>Renforcer</b> la sécurité énergétique, et diversifier la fourniture en hydrocarbures.
Géorgie Azerbaïdjan Turquie, Ukraine,	3. <b>Soutenir</b> les efforts faits pour le développement d'une efficacité énergétique, de sa durabilité, et donc dans le domaine des énergies renouvelables.
Arménie, Moldavie, Biélorussie	4. <b>Stimuler</b> l'investissement dans des projets énergétiques d'intérêt commun et régional.

**LES PRINCIPAUX CADRES INSTITUTIONNELS AUTOUR DU BASSIN DE LA MER NOIRE**

	PAYS CONCERNÉS	ACTION
<b>Organisation de Coopération Économique de la mer Noire (OCEMN) (1992)</b>	<i>Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bulgarie, Géorgie, Grèce, Moldavie, Roumanie, Russie, Serbie, Turquie, Ukraine</i>  La Commission européenne y est observatrice de même que plusieurs Etats-membres de l'UE	→ <b>Coopération multilatérale économique et politique</b> - Black Sea Trade and Investment Bank - Assemblée interparlementaire - Conseil d'affaire
<b>Forum de la mer Noire pour le partenariat et le dialogue (2006)</b>	Initiative de la <b>Roumanie</b> et de son président Traian Basescu	→ Instrument de dialogue. « La région de la mer Noire représente (...) la première frontière de la communauté euro-atlantique » <sup>1</sup>
<b>Conférence des Régions Périphériques Maritimes d'Europe (CRPM) (2000)</b>	<i>Bulgarie-Croatie-Grèce-Roumanie-Turquie-Ukraine</i> au sein de Commission régionale Balkans et mer Noire	Interlocuteur des Institutions européennes et des Gouvernements nationaux.

<sup>1</sup> S'adressant au Sommet à Bucarest le 05/06/2006, le Président roumain Traian Basescu.

## LES POLITIQUES EUROPEENNES

<p><b>Politique Européenne de voisinage (PEV)</b></p>	<p><b>Algérie, Egypte, Liban, Territoire palestinien occupé, Arménie, Géorgie, Libye, Syrie, Azerbaïdjan, Israël, Moldavie, Tunisien Biélorussie, Jordanie, Maroc, Ukraine</b></p> <p>N.B: Les Accords de Partenariat et de Coopération (APC) ont constitué une étape primordiale dans le processus d'approfondissement des relations de l'UE avec les pays de la région de la mer Noire mais sont insuffisants.</p>	<p>La PEV réitère le fonctionnement de type bilatéral. L'aide communautaire est fournie dans le cadre de programmes géographiques, (TACIS pour nos voisins de l'Est et la Russie).</p> <p>Depuis le 1er janvier 2007 : réforme des instruments d'aide communautaire, les programmes géographiques sont remplacés par l'Instrument européen de voisinage et de partenariat, plus flexible.</p> <p>Période budgétaire 2007-2013 : 12 milliards d'euros, soit une augmentation de 32 % en valeur réelle.<sup>2</sup></p>
<p><b>Synergie de la mer Noire (2008)</b></p>	<p><u>Pays membres de l'UE</u> : Grèce, Bulgarie, Roumanie</p> <p><u>Pays candidat</u> : Turquie</p> <p><u>Pays inclus dans la politique de voisinage</u> : Ukraine, Moldavie, Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan</p> <p><u>Partenaire stratégique</u> : Russie</p> <p>→ Initiative de la Commission européenne après l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie, dans le cadre de la "<i>Neue Ostpolitik</i>" souhaitée par la présidence allemande. Démocratie et bonne gouvernance</p>	<p>→ "Conflits gelés" (Transnistrie, Abkhazie, Ossétie du Sud et Nagorno-Karabakh), Gestion des mouvements de population, Energie, Transport, Environnement, Politique maritime, Pêche, Réseaux de recherche et d'enseignement</p> <p>→ Le modèle politique choisi pour la Synergie s'inspire de la dimension septentrionale, dans les années 1990 qui avait pour objectif de développer une interdépendance positive entre les pays riverains<sup>3</sup> de la mer Baltique, qu'ils soient membres de l'Union, candidats ou partenaires.</p>
<p><b>Partenariat Stratégique de l'UE avec la Russie (2008)</b></p>	<p>Renouvelle la coopération datant de 1994 entre les deux puissances en créant quatre espaces communs (espaces décidés en 2003 au Sommet de Saint-Pétersbourg)</p>	<p style="text-align: center;"><b>Quatre espaces :</b></p> <p>→ les questions économiques » y compris l'environnement</p> <p>→ « la justice, la liberté et la sécurité »</p> <p>→ « la sécurité extérieure »,</p> <p>→ « la recherche et l'enseignement » y compris les aspects culturels.</p>

<sup>2</sup> Site de la Commission Européenne sur la politique européenne de voisinage: financement.  
[http://ec.europa.eu/world/enp/funding\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/world/enp/funding_fr.htm)

<sup>3</sup> A. Hoff

## BIBLIOGRAPHIE

### OUVRAGES ET ARTICLES :

ANTOINE Jean Charles, *Le trafic d'armes légères en Europe de l'Est : les origines 1/3, l'expansion mondiale 2/3*, 15/01/2012

[http://www.regard-est.com/home/breve\\_contenu.php?id=1280&PHPSESSID=e791ed0670f0af2c56203978b6f21d75](http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=1280&PHPSESSID=e791ed0670f0af2c56203978b6f21d75)

ASMUS R.D, JACKSON B. P. *The Black Sea and the Frontiers of Freedom*, in Policy Review, No.125, June-July 2004, p.17-26.

CHATRE Baptiste et DELORY Stéphane, *Conflits et sécurité dans l'espace mer Noire : l'Union européenne, les riverains et les autres*, Panthéon-Assas, 2010, 564p.

Compte rendu du Colloque sur la mer Noire, « *Géopolitique de la mer Noire : enjeux et perspectives* », juin 2008.

CORNELL Svante E., JONSSON Anna, NILSSON Niklas, HÄGGSTRÖM Per, *The Wider Black Sea Region: An emerging Hub in European Security*, , Central Asia-Caucasus Institute & Silk Road Studies Program, 2006.

COUSTEAU Patrick, *Le Mondialisme en marche, mafieux bulgares et roumains à l'assaut de l'Europe*, mars 2009.

<http://www.recherches-sur-le-terrorisme.com/Documentsterrorisme/mafia-bulgare-roumaine-europe.html>

DANNREUTHER Roland, *Developing the alternative to enlargement: the European Neighbourhood Policy*, European Foreign Affairs Review, Kluwer Law International, 2006.

DELCOUR Laure, *Union européenne, voisinage oriental et coopération régionale : quel impact pour la Synergie de la mer Noire ?* Actualités européennes, IRIS n°23, 20 juin 2008

DREVET Jean-François, « *Confrontation ou coopération dans le bassin de la mer noire ?* », Confluences Méditerranée, 2010/3 N° 74, p. 119-132. DOI : 10.3917/come.074.0119

EMERSON Michael, VAHL Marius, *Europe's Black Sea Dimension – Model European Regionalism*, Centre For European Policy Studies: Brussels, 2002, p.6.

EMERSON Micheal, *The EU's New Black Sea Policy: What kind of regionalism is this?* CEPS Working Document No. 297/July 2008

EMERSON Michael, NOUTCHEVA Gergana, POPESCU Nicu, *European Neighbourhood Policy Two Years on: Time indeed for an 'ENP plus'*, Centre for European Policy Studies , 2007, 32p.

GOUJART Clotilde, *Le Sud-Est de l'Europe, nouveau(x) limes de l'empire européen ?*, dossier : « frontières recomposées à l'Est », 15/12/2012,

[http://www.regard-est.com/home/breve\\_contenu.php?id=1362&PHPSESSID=b5a1e4cd1eb3e88db3ea394a5aa1f026](http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=1362&PHPSESSID=b5a1e4cd1eb3e88db3ea394a5aa1f026)

IORJAN-CONSTANTINESCU Nicolae, *Geopolitics of Energy in the Black Sea Context*, Paneuropa

[http://paneuropa.ro/doc/Geopolitics%20of%20Energy%20in%20the%20context%20of%20the%20Black%20Sea.pdf\\*](http://paneuropa.ro/doc/Geopolitics%20of%20Energy%20in%20the%20context%20of%20the%20Black%20Sea.pdf*)

JAFALIAN Annie, *La mer Noire : un centre de gravité stratégique*, *Questions internationales*, juillet-août 2005, n°14, pp. 62-63

JEANDESBOZ Julien, *La genèse de la politique européenne de voisinage : logiques d'inclusion et d'exclusion aux frontières de l'Union européenne*, 2005, pp.42-47.

KANDIVOTI Rafael, *Gazoducs : la Russie à l'assaut du Sud européen*, Blog Monde Diplomatique, 19/01/2011

LENOIR Noëlle, *La mer Noire, nouvelle frontière de l'Europe*, Cercle des Européens, 05 mars 2008

<http://www.ceuropeens.org/article/la-mer-noire-nouvelle-frontiere-de-l-europe>

LYNCH Dov, *The New Eastern Dimension of the enlarged EU*, EU Institute for Security Studies, Paris, 2003, p.42.

MICHAULT Marine, *L'or noir en mer Noire : un nouveau Grand Jeu ?*, 4 Mai 2008

<http://www.nouvelle-europe.eu/node/475>

MUSTAFA Aydin, *Regional Cooperation in the Black Sea and the Role of Institutions*, in *Perceptions*, 2005, pp. 57-83

MUSTAFA Aydin, *Europe's new region: the Black Sea in the wider Europe neighbourhood*, *Southeast European and Black Sea Studies* Vol. 5, 2005, pp.257-283.

MUSTAFA Aydin, « *Europe's Next Shore: The Black Sea Region after EU Enlargement* », EU Institute for Security Studies, Occasional Paper, n° 53, juin 2004

PATTEN Christopher, SOLANA Javier, *Wider Europe*, Brussels, 2002.

ROGER Ludwig, *Coopération économique de la mer Noire, vers une « Grande Europe » ?*, dossier « Regards de l'Est sur l'UE », 10/04/2011

[http://www.regard-est.com/home/breve\\_contenu.php?id=1183](http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=1183)

SCHOKEN HOFF Andreas, *Pour une politique régionale de l'UE autour de la mer Noire*, 2007, fondation pour l'innovation politique.

SIECA-KOZLOWSKI Elisabeth et TOUMARKINE Alexandre, *Géopolitique de la Mer Noire : Turquie et pays de l'ex-URSS*, Karthala, 195p, 2000.

SMITH Karen, *The EU and Central and Eastern Europe: the absence of interregionalism*, Journal of European integration, n°27, 2005, pp. 347-364.

VERLUISE Pierre, *Géopolitique de la mer Noire : enjeux et perspectives*, le 18 août 2008

VLAD L.B, HURDUZEU G., JOSAN A., *Geopolitical reconfigurations in the Black Sea Area at the beginning of the 21<sup>st</sup> Century*, Romanian Review on Political Geography Revista Română de Geografie Politică, 11<sup>th</sup> year, no.1 / Anul XI, nr. 1, 2009, p. 65-76

#### **RAPPORTS ET COMMUNICATIONS:**

RAPPORT D'INFORMATION n° 674 du Sénat, FAIT *au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées au nom du groupe de travail sur la maritimisation* par MM. Jeanny LORGEUX et André TRILLARD, *co-présidents*, MM. René BEAUMONT, Michel BOUTANT, Joël GERRIAU et Philippe PAUL, Sénateurs, 4<sup>ème</sup> partie, II)B), 2012.

COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU CONSEIL ET AU PARLEMENT EUROPÉEN sur la coopération régionale dans la région de la mer Noire, *La Synergie de la mer Noire - Une nouvelle initiative de coopération régionale*, COM(97) 597 final.

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen, *Rapport sur la première année de mise en œuvre de la Synergie de la mer Noire*, Bruxelles, 2008 COM(2008) 391 final

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, Communication de la Commission au Parlement européen, au conseil, au comité économique et social européen et au comité des régions, *Une politique maritime intégrée pour l'Europe*, Bruxelles, le 10.10.2007 COM(2007) 575 final

COMMISSION EUROPEENNE: *Infrastructures énergétiques, priorités pour 2020 et au-delà-schéma directeur pour un réseau énergétique européen intégré*, 2011.

[http://ec.europa.eu/energy/publications/doc/2011\\_energy\\_infrastructure\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/energy/publications/doc/2011_energy_infrastructure_fr.pdf)

*La lutte contre le trafic de stupéfiants par les services des douanes*, douanes et droits indirects,

Fiche thématique n°31, INHESJ / ONDRP – Rapport 2012,  
[http://www.inhesj.fr/sites/default/files/054\\_FT31.pdf](http://www.inhesj.fr/sites/default/files/054_FT31.pdf)

**SITES INTERNET :**

Sites de l'UE

[http://ec.europa.eu/dgs/energy\\_transport/international/regional/caucasus\\_central\\_asia/baku/transport\\_en.htm](http://ec.europa.eu/dgs/energy_transport/international/regional/caucasus_central_asia/baku/transport_en.htm).

Site du Service Européen pour l'Action Extérieure (SEAE),  
[http://eeas.europa.eu/index\\_fr.htm](http://eeas.europa.eu/index_fr.htm).

«The EU's relations with Eastern Europe & Central Asia – TACIS»,  
[http://ec.europa.eu/external\\_relations/ceeca/tacis/index.htm](http://ec.europa.eu/external_relations/ceeca/tacis/index.htm).

«The EU's relations with Eastern Europe & Central Asia - Partnership & Co-operation Agreements»,  
[http://ec.europa.eu/external\\_relations/ceeca/pca/index.htm](http://ec.europa.eu/external_relations/ceeca/pca/index.htm)

« Programme INOGATE »

[http://ec.europa.eu/europeaid/what/energy/policies/eastern-neighbourhood/inogate\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/europeaid/what/energy/policies/eastern-neighbourhood/inogate_fr.htm)

« Développement et coopération, europeaid : Coopération avec le voisinage oriental en matière d'énergie »

[http://ec.europa.eu/europeaid/what/energy/policies/eastern-neighbourhood/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/europeaid/what/energy/policies/eastern-neighbourhood/index_fr.htm)

LA DOCUMENTATION FRANCAISE, *La mer Caspienne, enjeux pétroliers, une mer enclavée, géostratégie et transport*, 03/08/2005.

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/d000091-mer-caspienne-enjeux-petroliers/une-mer-enclavee-geostrategie-et-transport>